

REVUE DE PRESSE



COMITE EUROPEEN D'ORIENTATION DE NOTRE EUROPE



18 et 19 novembre 2011 – Paris

Contact Presse : Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 0033 1 44 58 97 84

Le Comité européen d'Orientation de Notre Europe

Le Comité européen d'Orientation de *Notre Europe* CEO, se réunit annuellement autour de différentes personnalités européennes de haut niveau dans le but d'émettre des pistes de réflexion pour l'avenir de la construction de l'Union et pour le programme de travail de Notre Europe.

Vendredi 18 novembre 2011 a eu lieu le dîner-débat annuel du CEO, à l'automobile Club, à Paris. L'invité d'honneur de cette soirée était Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC et également Président d'honneur de Notre Europe. Il a prononcé un discours intitulé : « **L'économie-monde - Où en est-elle ? Où va-t-elle ? Et l'Europe face à cette mutation ?** » qui a laissé place par la suite à une série d'interventions.

Samedi 19 novembre 2010 s'est réuni, à la Maison des Polytechniciens à Paris, le Comité européen d'orientation de *Notre Europe*. Cette réunion, traditionnellement présidée par Jacques Delors, Ancien Président de la Commission européenne et Président fondateur du think tank *Notre Europe*, s'est déroulée sous la personne d'Antonio Vitorino, Président actuel de Notre Europe, ancien commissaire européen et ancien ministre portugais, et de plus de quarante participants.

Cette année, les débats ont porté sur :

- « **Schengen et l'immigration** »
- « **Des institutions et des hommes** »
- « **Le dilemme rigueur financière / stagnation économique** »

La déclaration

A l'issue des débats des journées du CEO, une déclaration a été adoptée par l'ensemble des participants. Cette année, cette déclaration intitulée « **La rigueur, mais aussi la croissance** » a rendu hommage, entre autres, à Tommaso Padoa-Schioppa, ancien Président de Notre Europe et décédé le 18 décembre 2010.

Les publications :

La déclaration du Comité européen d'Orientation a été proposée à de nombreux titres de presse en Europe. Elle a été publiée au cours de la semaine suivante dans : Publico (Portugal), Handesblatt (Allemagne), Le Figaro (France), Le Temps (Suisse), The independent (Royaume-Uni), La Repubblica (Italie), NEurope (Grèce), Phileftheros (Chypre)

Sommaire

Le programme du CEO.....p.4

La liste des participants.....p.6

La déclaration.....p.8

Les publications dans la presse européenne :

- PUBLICO (Portugal) – 20 novembre 2011p.9
- HANDESLATT (Allemagne) – 21 novembre 2011.....p.10
- LE FIGARO (France) – 22 novembre 2011.....p.11
- LE TEMPS (Suisse) – 22 novembre 2011.....p.12
- LA REPUBBLICA (Italie) – 24 novembre 2011.....p.16
- OUEST France (France) – 25 novembre 2011.....p.17
- THE INDEPENDENT (Royaume-Uni) – 25 novembre 2011.....p.20
- NEW EUROPE (Grèce- UE)- 1^{er} Décembre 2011.....p.21
- PHILEFTHEROS (Chypre) – 5 décembre 2011.....p.24

Comité européen d'orientation 18 et 19 novembre 2011

Programme

Vendredi 18 novembre

Automobile Club, 6 place de la Concorde, 75008 Paris

- 19h00 Cocktail
- 20h00 Dîner débat : « ***L'économie-monde*** - Où en est-elle ? Où va-t-elle ? Et l'Europe face à cette mutation ? »
- Débat introduit par **Pascal Lamy**, Directeur général de l'OMC

Samedi 19 novembre

Maison des Polytechniciens, 12 rue de Poitiers, 75007 Paris

- 9h00 **Accueil**
- 9h15 Introduction par **Jacques Delors**
- 9h30 « ***Schengen et l'immigration*** »
- Débat introduit et animé par **António Vitorino**, Président de Notre Europe
- 11h00 « ***Des institutions et des hommes*** »
- Débat avec :
- Josep Borrell Fontelles**, Président de l'Institut universitaire européen Florence
- Niels Erbsbøll**, Ambassadeur, Secrétaire Général honoraire du Conseil des Ministres de l'UE
- Guy Verhofstadt**, Président du groupe ALDE au Parlement européen
- animé par **Gaëtane Ricard-Nihoul**, Analyste politique à la Représentation de la Commission européenne en France
- 12h30 Déjeuner

14h00 **« Le dilemme rigueur financière / stagnation économique »**

Débat avec :

Pervenche Berès, Membre du Parlement européen

Laurence Boone, Directrice European Economics Research, Bank of America

Daniela Schwarzer, Directrice du département de recherches sur l'intégration européenne, Stiftung Wissenschaft und Politik

animé par **Jean Christophe Ploquin**, journaliste à *La Croix*

16h00 **« Aux Etats la rigueur, à l'UE la croissance » (Tommaso Padoa-Schioppa)**

Conclusions et adoption de la déclaration finale du CEO

Débat introduit et animé par **Yves Bertoncini**, Secrétaire général de Notre Europe

17h00 **Fin du CEO**



Comité européen d'orientation 19 novembre 2011

Liste des participants

Enrique Barón-Crespo, Ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des socialistes européens

Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen

Yves Bertoncini, Secrétaire général de Notre Europe

Joachim Bitterlich, Vice Président Exécutif des Affaires Internationales, Veolia environnement Paris, Vice Président de Notre Europe

Laurence Boone, Chef Economiste Europe à la Bank of America Merrill Lynch

Josep Borrell Fontelles, Président de l'Institut universitaire européen de Florence, Ancien Président du Parlement européen

Jean-Louis Bourlanges, Ancien député européen

Laurent Cohen-Tanugi, Avocat et essayiste

Etienne Davignon, Ministre d'Etat belge, ancien Vice Président de la Commission européenne

Pierre Defraigne, Directeur exécutif de la Fondation Madariaga du Collège d'Europe

Renaud Dehousse, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Jacques Delors, Ancien Président de la Commission européenne, Président fondateur de Notre Europe

Niels Erbsbøll, Ambassadeur, Secrétaire Général honoraire du Conseil des Ministres de l'UE

Elisabeth Guigou, Députée, ancienne Ministre française

Klaus Hänsch, Ancien Président du Parlement européen

Pascal Lamy, Directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce, ancien Commissaire européen, Président d'honneur de Notre Europe

Philippe Lagayette, Président de la Fondation de France, Vice-président et senior advisor de la banque Barclay Capital

Eneko Landaburu, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne au Royaume du Maroc

Pierre Lepetit, Inspecteur des Finances, Vice Président de Notre Europe

Père Henri Madelin, Jésuite, Centre Sèvres

Vitor Martins, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre portugais

Jean Nestor, Ancien Secrétaire général de Notre Europe

Riccardo Perissich, Ancien Directeur général à la Commission européenne

Alojz Peterle, Député européen, ancien Premier ministre de la Slovénie

Jean Pisani-Ferry, Directeur de Bruegel

Julian Priestley, Ancien Secrétaire général du Parlement européen

Romano Prodi, Ancien Président de la Commission européenne et ancien Président du Conseil italien

Antonio Puri Purini, Conseiller du Président italien, ancien ambassadeur de l'Italie en Allemagne

Gaëtane Ricard-Nihoul, Analyste politique à la Représentation de la Commission européenne en France, ancienne Secrétaire générale de Notre Europe

Maria João Rodrigues, Conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, Professeur à l'Université de Lisbonne, ancienne Ministre portugaise

Philippe de Schoutheete, Ancien Représentant permanent de la Belgique auprès de l'UE, Directeur du Département Europe à l'Institut Egmont

Daniela Schwarzer, Directrice du département de recherches sur l'intégration européenne, Stiftung Wissenschaft und Politik

Stefano Silvestri, Président de l'Istituto Affari Internazionali

Pedro Solbes, Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), ancien ministre espagnol, ancien Commissaire européen

Antoinette Spaak, Ministre d'Etat belge, ancienne députée européenne

Christian Stoffaës, Président du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

Christine Verger, Directrice des relations avec les Parlements nationaux au Parlement européen, ancienne Secrétaire générale de Notre Europe

Antonio Vitorino, Avocat, ancien Commissaire européen, Président de Notre Europe

19 novembre 2011

« La rigueur, mais aussi la croissance »

Déclaration du Comité européen d'orientation de Notre Europe

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne (UE) et ses États membres face à un dilemme redoutable : il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

« Aux États la rigueur, à l'Europe la croissance » : cette formule de Tommaso Padoa-Schioppa¹ n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en œuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auquel il s'agit d'accorder une priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses États membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10% au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique. L'UE doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro, comme une source de croissance : elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012.

L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, 20 ans après l'échéance mobilisatrice de « 1992 », afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son Acte pour le marché unique, la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4% du PIB pouvait être obtenu au cours des 10 prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective : il appartient aux États membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de

¹ Ancien Ministre de l'économie italien, ancien membre du Directoire de la BCE, Président de Notre Europe entre 2005 et le 18 décembre 2010, date de son décès.

croissance. Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE. Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équivalente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE, et plus spécifiquement la Banque européenne d'investissement (BEI), s'engagent directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints États membres. La BEI est bien placée pour émettre de telles obligations, et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportés par les États membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes : la mobilisation conjointe de ces 3 outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce « paquet pour la croissance » est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses États membres et de ses citoyens.

Espaço público

Tribuna Declaração do Comité europeu de orientação do think tank *Notre Europe*

Rigor, mas também crescimento

A crise da dívida que atinge a maioria dos países ocidentais coloca a União Europeia (UE) e os seus Estados-membros perante um grande dilema: os Estados devem, por um lado, implementar programas de ajustamento orçamental e de reformas estruturais e, por outro lado, preservar as suas perspectivas de crescimento, de modo a oferecer um horizonte de esperança aos seus cidadãos.

“Aos Estados a austeridade, à Europa o crescimento”: esta fórmula de Tommaso Padoa-Schioppa (1) não oculta a necessidade de enfrentar este dilema ao nível nacional implementando reformas profundas, integrando objectivos de redução das desigualdades, e assim de promoção de um crescimento sustentável. A fórmula insiste, contudo, no valor acrescentado das intervenções da UE, que devem constituir uma prioridade, por razões económicas, sociais e políticas.

As regras do Pacto de Estabilidade e Crescimento devem naturalmente ser respeitadas, actualmente como no passado, seja por respeito pelas gerações futuras como para não colocar a sua soberania nas mãos dos credores privados. Mas a UE não pode ser unicamente vista como uma comunidade que constrói, por meios jurídicos ou políticos, os Estados-membros a lutarem contra os seus défices públicos. A UE deve também, em complemento do papel essencial que cada Estado-membro deve desempenhar, contribuir para responder aos desafios do desemprego — que ultrapassou a barreira dos 10% ao nível europeu — e da desaceleração global da actividade económica. A UE deve também aparecer, para além da zona euro, como uma fonte de crescimento: ela está particularmente bem colocada para agir neste domínio, sobretudo tendo em consideração as decisões cruciais que deverá tomar em 2012.

A UE deve assim completar o aprofundamento do mercado único, 20 anos após o objectivo mobilizador de “1992”, de modo a tirar partido de um potencial de crescimento e de criação de empregos ainda subexplorado. Como sublinhou o relatório de Mario Monti em 2010, há ainda muito a fazer, nomeadamente em matéria de serviços, de economia digital e de mercados públicos. E é



Jacques Delors
Antigo presidente da Comissão Europeia



António Vitorino
Advogado, antigo comissário europeu

certamente possível fazê-lo de uma forma equilibrada, atribuindo a devida importância aos objectivos sociais e ambientais. No seu Acto para o Mercado Único, a Comissão Europeia estimou que é possível alcançar um acréscimo de crescimento potencial de pelo menos 4% do PIB ao longo dos próximos 10 anos. Para tal, a Comissão insiste na necessidade de acelerar o ritmo: cabe agora aos Estados-membros e ao Parlamento europeu estarem à altura deste primeiro desafio.

A UE deve também tirar partido da adopção no próximo ano do seu novo quadro financeiro plurianual, uma vez que o orçamento comunitário, embora sendo em primeiro lugar um instrumento de solidariedade, é também uma ferramenta para estimular o crescimento. O orçamento da UE deve assim contribuir de uma forma acrescida ao desenvolvimento de programas europeus de investigação assim como ao aprofundamento do mercado único, nomeadamente através do financiamento de infra-estruturas de interesse comum no domínio dos transportes, da energia e das telecomunicações. Neste âmbito, é fundamental que os 50 mil milhões de euros propostos pela Comissão para o período 2014-2020 sejam aprovados em 2012 e que sejam de seguida investidos em parceria com financiamentos privados, de modo a reforçar o efeito multiplicador do orçamento da UE. É também essencial que, após ter acordado uma utilização mais flexível e antecipada dos fundos estruturais destinados aos países em dificuldade, a UE mobilize imediatamente uma quantia equivalente que esteja ao serviço das infra-estruturas de interesse comum. Este gesto excepcional permitiria reequilibrar o efeito depressivo das medidas de saneamento orçamental em curso.

Em complemento destas intervenções orçamentais, é por fim necessário que a UE, e mais especificamente o Banco Europeu de Investimento (BEI), se comprometa com a emissão de obrigações dedicadas ao financiamento de despesas de futuro, principalmente em matéria de infra-estruturas e ambiente. A emissão destas obrigações europeias pode de facto responder às grandes necessidades de investimento identifica-



das na Europa, uma vez que estas despesas estão prestes a serem sacrificadas em vários Estados-membros. O BEI tem uma posição privilegiada para emitir tais obrigações. De forma a permitir um aumento da sua capacidade de financiamento anual para 200 mil milhões de euros (contra cerca de 80 actualmente), os Estados-membros deveriam reforçar o seu capital e as garantias que lhe acordam.

Mercado único, orçamento comunitário, obrigações europeias: a mobilização conjunta destas três ferramentas permitirá gerar um acréscimo de actividade quase imediato assim como importantes benefícios em termos de crescimento endógeno a médio prazo. Este “pacote para o crescimento” é mais do que nunca indispensável para, por um lado, conter as incidências económicas e sociais fortemente negativas que induziria o prolongamento da falta de acção europeia e, por outro lado, para reforçar a legitimidade da UE perante os seus Estados-membros e cidadãos.

Assinam também este texto: Alojz Peterle, Ana de Palacio, Antoinette Spaak, Antonio Puri Purini, Christian Stoffer, Christine Verger, Daniela Schwarzer, Elisabeth Guigou, Eneko Landaburu, Enrique Barón-Crespo, Etienne Davignon, Gaëtan Ricard-Nihoul, Guy Verhofstadt, Jean Baptiste de Foucauld, Jean Nestor, Jean-Louis Boulanger, Joachim Bitterlich, Josep Borrell Fontelles, Julian Priestley, Klaus Hänsch, Laurence Boone, Laurent Cohen-Tanugi, Maria João Rodrigues, Niels Erbsjoll, Pascal Lamy, Pedro Solbes, Pervenche Berès, Philippe de Schoutheete, Philippe Lagayette, Pierre Defraigne, Pierre Lepetit, Renaud Dehouste, Riccardo Perissich, Romano Prodi, Stefano Manservigi, Stefano Silvestri, Sylvie Goulard, Vitor Martins, Yves Bertoncini.

1) Antigo ministro da Economia italiano, antigo membro do Directório do Banco Central Europeu, Presidente do think tank *Notre Europe*, de Junho de 2005 até Dezembro de 2010. O Comité europeu de orientação do think tank *Notre Europe* reuniu-se ontem em Paris sob a presidência de António Vitorino

É necessário que a UE se comprometa com a emissão de obrigações dedicadas ao financiamento de despesas de futuro

Disziplin und Wachstum

Jacques Delors plädiert für neue Impulse für die EU durch Forschungsprogramme und Infrastrukturprojekte.

Die Schuldenkrise, die die meisten westlichen Länder erschüttert, stellt die Europäische Union (EU) und ihre Mitgliedstaaten vor ein gefährliches Dilemma: Einerseits müssen sie Haushaltsanpassungen und strukturelle Reformen antreiben, andererseits müssen sie die Aussichten auf ein Wirtschaftswachstum erhalten, um den Bürgerinnen und Bürgern einen Zukunftshorizont zu öffnen.

„Den Staaten die Haushaltsdisziplin, Europa das Wachstum“: Diese Formel von Tommaso Padoa-Schioppa verschleierte nicht die Notwendigkeit, ein solches Dilemma auf nationaler Ebene durch tiefgreifende Reformen zu bekämpfen, die als Ziele die Reduzierung der Ungleichheiten und die Förderung eines nachhaltigen Wachstums beinhalten. Sie unterstreicht jedoch den Mehrwert der Maßnahmen, denen aus wirtschaftlichen, sozialen und politischen Gründen eine absolute Priorität zukommt.

Selbstverständlich müssen die Regeln des Stabilitätspakts respektiert werden, heute ebenso wie früher, allein schon aus Rücksicht auf zukünftige Generationen und um die Souveränitätsausübung nicht privaten Gläubigern zu überlassen. Doch die EU ist mehr als nur eine Staatengemeinschaft, die aufgrund rechtlicher oder politischer Sachzwänge dazu gezwungen ist, Haushaltsdefizite zu untersagen. Sie muss auch zur Meisterung einer doppelten Herausforderung beitragen: die der Arbeitslosigkeit, die auf EU-Ebene die Zehn-Prozent-Marke überschritten hat, und die der allgemein sich abschwächenden Wirtschaftskonjunktur. Die EU muss - auch über den Euro-Raum hinaus - als Wachstumsquelle wahrgenommen werden.

20 Jahre nach dem Meilenstein „1992“ muss die EU ihre Bemühungen zur Vertiefung des Binnenmarktes vollenden, um das noch teilweise brachliegende Wachstums- und Beschäftigungspotenzial besser auszuschöpfen. Wie von Mario Monti in seinem Bericht aus dem Jahr 2010 betont wurde, gibt es noch viel

zu tun, insbesondere im Bereich der Dienstleistungen, der digitalen Wirtschaft und bei öffentlichen Auftragsvergaben. Es ist durchaus möglich, die Ziele mittels einer ausgewogenen Vorgehensweise umzusetzen, die sozialen Aspekten und dem Umweltschutz den ihnen gebührenden Platz einräumt. Die EU-Kommission schätzt, dass in den nächsten zehn Jahren ein potenzieller Wachstumszuwachs von mindestens vier Prozent des Bruttoinlandsprodukts erzielt werden kann. Sie

schlug kürzlich vor, das Tempo zu beschleunigen.

Die EU sollte die bevorstehende Verabschiedung ihres neuen mehrjährigen Finanzrahmens nutzen, der zwar in erster Linie ein Instrument der Solidarität darstellt, aber gleichzeitig als Konjunkturinstrument wirkt. Der EU-Haushalt muss daher einen höheren Beitrag zum Ausbau europäischer Forschungsprogramme leisten, gleichzeitig verstärkt die Vertiefung des Binnenmarktes begleiten, ins-

besondere durch die Finanzierung von dem europäischen Gemeinwohl dienenden Infrastrukturprojekten in den Bereichen Transport, Energie und Kommunikation. Entscheidend ist, dass der von der Kommission für den Zeitraum 2014 bis 2020 vorgeschlagene Betrag von 50 Milliarden Euro im Jahr 2012 genehmigt und anschließend in einer Partnerschaft mit privaten Finanzierungsträgern eingesetzt wird, um die Hebelwirkung des EU-Haushalts zu verstärken.

Ebenso wichtig ist es jedoch, dass die EU, nachdem sie einen flexibleren und vorgezogenen Einsatz der Strukturfonds für wirtschaftlich geschwächte Länder beschlossen hat, sofort einen Betrag in gleicher Höhe für Infrastrukturmaßnahmen mobilisiert. Eine solche außergewöhnliche Geste schafft ein Gegengewicht zur wachstumshemmenden Wirkung der derzeitigen Sparprogramme der Mitgliedstaaten.

Ergänzend zu diesen haushaltspolitischen Maßnahmen muss sich die EU, und insbesondere die Europäische Investitionsbank (EIB), für die Emission von Anleihen zur Finanzierung von Zukunftsaufgaben einsetzen, insbesondere in den Bereichen Infrastruktur und Umweltschutz. Durch die Emission solcher EU-Anleihen kann der in Europa bestehende hohe Investitionsbedarf abgedeckt werden.

Binnenmarkt, EU-Haushalt, europäische Anleihen: Durch den gleichzeitigen Einsatz dieser Instrumente kann nahezu umgehend ein endogenes Wachstum generiert werden. Dieses Wachstumspaket ist heute notwendiger als je zuvor, sowohl, um die negativen wirtschaftlichen und sozialen Folgen einer anhaltenden europäischen Konjunkturschwäche aufzufangen, als auch, um die Legitimität der EU in den Augen ihrer Mitgliedstaaten und ihrer Bürgerinnen und Bürger zu stärken.

Die Autoren sind Jacques Delors und Antonio Vitorino vom Steering Committee der Stiftung Notre Europe. Sie erreichen sie unter: gastautor@handelsblatt.com

Mart Klein

Handelsblatt Shop

Schenken Sie etwas Besonderes:
Jetzt Geschenkkideen entdecken!

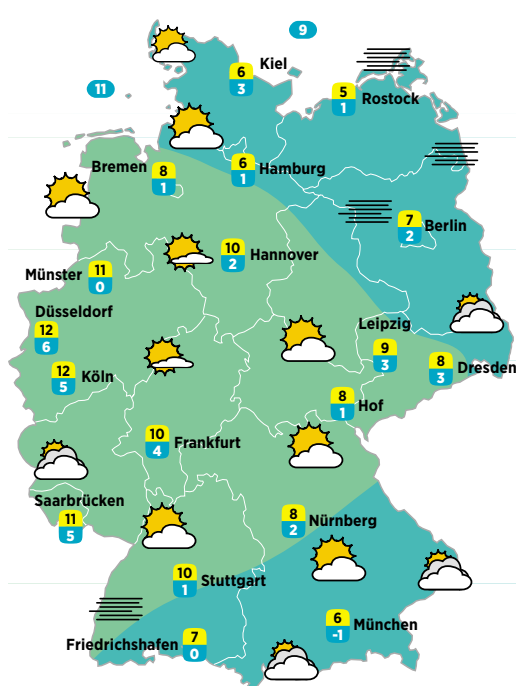
Lassen Sie sich inspirieren:
www.handelsblatt-shop.com

BUSINESS-WETTER 21.11.

Deutschland

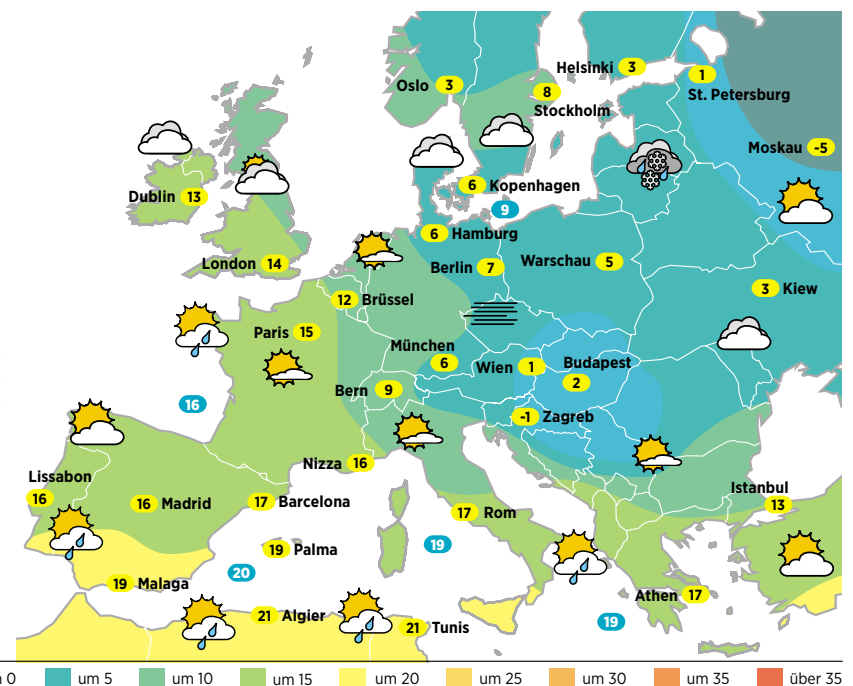
Deutschland liegt weiterhin im Einflussbereich des Hochdruckgebiets Yana, dessen Zentrum sich über Osteuropa befindet. Dabei gibt es oft wieder Nebel oder Hochnebel, der sich bis zum Nachmittag nur teilweise auflöst und die Sonne durchlässt. Außerhalb sowie oberhalb der Nebelfelder scheint die Sonne, am meisten Sonnenschein ist im Bergland und am Alpenrand zu erwarten. Die Höchstwerte liegen bei 4 bis 12 Grad, mit den höchsten Werten im höheren Alpenvorland und im Südwesten. Der Wind weht überwiegend schwach, bevorzugt aus Südost.

Darmstadt	wolkig	9°
Dortmund	heiter	12°
Duisburg	heiter	11°
Essen	heiter	12°
Hildesheim	heiter	10°
Mannheim	wolkig	9°
Potsdam	Nebel	6°
Sylt	wolkig	7°
Wolfsburg	wolkig	8°



Welt

Amsterdam	10°
Bangkok	34°
Buenos Aires	27°
Chicago	7°
Genf	13°
Hongkong	24°
Johannesburg	25°
Kairo	20°
Kapstadt	20°
Los Angeles	15°
Mailand	8°
Manila	32°
Mexiko Stadt	26°
Miami	26°
New York	13°
Peking	10°
Prag	7°
Stockholm	8°
Tokio	14°
Washington	17°
Wien	1°
Zürich	8°



unter 0 um 0 um 5 um 10 um 15 um 20 um 25 um 30 um 35 über 35
Handelsblatt | Mehr Wetter unter www.handelsblatt.com/wetter | Quelle: wetter-deutschland.com

Revue de presse - Déclaration du CEO 2011

© Handelsblatt GmbH. Alle Rechte vorbehalten. Zum Erwerb weitergehender Rechte wenden Sie sich bitte an nutzungsrechte@vhb.de.

Jacques Delors
et Antonio
Vitorino*

L'ancien président
de la Commission
européenne
et le président
du think-tank
Notre Europe rappellent
les outils dont dispose
l'UE pour générer
un surcroît d'activité.

Europe: la rigueur, mais aussi la croissance

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne (UE) et ses États membres face à un dilemme redoutable : il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

« Aux États la rigueur, à l'Europe la croissance » : cette formule de l'ancien ministre de l'Économie italien Tommaso Padoa-Schioppa n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en œuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auxquelles il s'agit d'accorder une

priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté prosolvant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses États membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10 % au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique. L'UE

le marché unique, la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4 % du PIB pourrait être obtenu au cours des dix prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective : il appartient aux États membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de croissance.

« Il faut enfin que la Banque européenne d'investissement (BEI) s'engage directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement »

doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro, comme une source de croissance elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012. L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, vingt ans après l'échéance mobilière de « 1992 », afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son acte pour

Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE. Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équi-

valente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE et, plus spécifiquement, la Banque européenne d'investissement (BEI) s'engagent directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints États membres. La BEI est bien placée pour émettre de telles obligations et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportées par les États membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes : la mobilisation conjointe de ces trois outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce « paquet pour la croissance » est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses États membres et de ses citoyens.

* Tribune cœsignée avec l'ensemble du comité d'orientation de Notre Europe <http://www.notre-europe.eu>



Maintenir le budget européen pour la stabilité et la croissance

Par Jacques Delors, Antonio Vitorino et al.

Le potentiel de croissance n'est pas épuisé. Il est possible de l'exploiter par une démarche équilibrée. C'est là que la Commission entre en jeu: son budget, s'il est repourvu, peut conjurer les effets des politiques d'assainissement en cours dans les Etats membres. Par le think tank Notre Europe

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne et ses Etats membres face à un dilemme redoutable: il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

«Aux Etats la rigueur, à l'Europe la croissance»: cette formule de Tommaso Padoa-Schioppa n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en œuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auquel il s'agit d'accorder une priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses Etats membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10% au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique. L'UE doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro,

comme une source de croissance: elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012.

L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, 20 ans après l'échéance mobilisatrice de «1992», afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son «Acte pour le marché unique», la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4% du PIB pouvait être obtenu au cours des 10 prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective: il appartient aux Etats membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de croissance. Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE.

Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équivalente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE, et plus spécifiquement la Banque européenne d'investissement (BEI), s'engagent directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints Etats membres. La BEI est

bien placée pour émettre de telles obligations, et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportés par les Etats membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes: la mobilisation conjointe de ces trois outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce «paquet pour la croissance» est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses Etats membres et de ses citoyens.

LE TEMPS© 2011 Le Temps SA

SERVE IL RIGORE MA ANCHE LA CRESCITA

JACQUES DELORS

La crisi del debito che ha colpito la maggior parte dei paesi occidentali pone l'Unione europea e i suoi Stati membri di fronte a un arduo dilemma: la necessità di impegnarsi in programmi di risanamento dei conti pubblici e di riforme strutturali e al contempo di mantenere le prospettive di crescita, per poter offrire un orizzonte di speranza ai cittadini.

“Agli Stati il rigore, all'Europa la crescita”: la formula di Tommaso Padoa-Schioppa non occulta la necessità di affrontare questo dilemma a livello nazionale, mettendo in atto riforme profonde che tengano conto degli obiettivi di riduzione delle disuguaglianze e dunque di promozione di una crescita sostenibile. Essa insiste, comunque, nel valore aggiunto degli interventi dell'Ue, al quale bisogna prestare maggiore attenzione per ragioni economiche, sociali e politiche.

Oggi come ieri, le regole del patto di stabilità devono naturalmente essere rispettate, sia per il bene delle generazioni future che per evitare di cederne la sovranità ai creditori privati. Ma l'Ue non può limitarsi a essere una Comunità che proscrive i deficit eccessivi imponendo dei vincoli, siano essi giuridici o politici. Oltre a ciò, e come complemento al ruolo essenziale rivestito da ognuno dei suoi Stati membri, l'Unione europea deve contribuire a rispondere alle sfide della disoccupazione, che ha superato il 10% a livello europeo, e del rallentamento globale dell'attività economica. L'Ue deve anche mostrarsi, oltre i confini dell'eurozona, come una fonte di crescita: essa si trova in una posizione migliore per agire in questo campo a fronte delle decisioni cruciali che dovrà prendere nel 2012.

È necessario quindi che l'Ue completi l'approfondimento del mercato unico, a distanza di vent'anni dalla sua creazione nel 1992, allo scopo di realizzare tutte quelle potenzialità di crescita e di occupazione che sono ancora parzialmente sfruttate. Come ha sottolineato Mario Monti nel suo rapporto del 2010, c'è ancora molta strada da percorrere, in particolare in materia di servizi, economia digitale e mercati pubblici. Ed è del tutto possibile percorrerla nell'ambito di un approccio equilibrato, in cui vengano appropriatamente integrati gli obiettivi sociali e il rispetto dell'ambiente. Nel suo Atto per il mercato unico, la Commissione ha stimolato una crescita potenziale del Pil di almeno il 4% nel corso del prossimo decennio e ha recentemente proposto di accelerare il ritmo in questa prospettiva: spetta agli Stati membri e al Parlamento europeo cogliere questa prima sfida.

L'Ue deve inoltre trarre profitto dalla futura adozione del suo nuovo quadro finanziario pluriennale, dal momento che il bilancio comunita-

rio è prima di tutto uno strumento di solidarietà, ma anche di crescita. Questo bilancio deve dunque contribuire maggiormente allo sviluppo dei programmi europei di ricerca ma anche accompagnare meglio l'approfondimento del mercato unico, in particolare mediante il finanziamento d'infrastrutture d'interesse comune nel campo dei trasporti, dell'energia e della comunicazione. In questo senso, è essenziale che i 50 miliardi di euro proposti dalla Commissione per il periodo 2014-2020 vengano approvati nel 2012 e vengano in seguito impegnati insieme a finanziamenti privati per incrementare l'effetto di leva del bilancio dell'Ue. Ma è allo stesso modo essenziale che, dopo aver deciso di un'utilizzazione più flessibile e anticipata dei fondi strutturali destinati ai paesi in difficoltà, l'Ue mobiliti immediatamente una somma equivalente al servizio delle infrastrutture d'interesse comune. Questo gesto eccezionale servirebbe a riequilibrare l'effetto depressivo delle misure di risanamento finanziario in corso.

A complemento di questi interventi di bilancio, è necessario infine che l'Ue, e più concretamente la Banca Europea per gli investimenti (Bei), s'impegnino direttamente nell'emissione di obbligazioni destinate al finanziamento delle spese future. L'emissione di queste obbligazioni può infatti rispondere agli enormi bisogni d'investimento individuati in Europa e permettere lo sviluppo di tali spese, sul punto di essere sacrificate in parecchi Stati membri. La Banca europea per gli investimenti è ben posizionata per emettere tali obbligazioni e portare così la propria capacità di finanziamento annua a 200 miliardi di euro (contro gli 80 attuali), sulla base di un consolidamento del capitale e delle garanzie apportate dagli Stati membri.

Mercato interno, bilancio comunitario, obbligazioni europee: la mobilitazione congiunta di questi 3 strumenti può generare un aumento di attività quasi immediato e importanti benefici in termini di crescita endogena a medio termine. Questo “pacchetto per la crescita” è più che mai indispensabile per scongiurare quelle incidenze economiche e sociali altamente negative indotte dal prolungarsi nel tempo del torpore europeo, ma anche per rafforzare la legittimità dell'Ue agli occhi degli Stati membri e dei suoi cittadini.

L'autore è stato presidente della Commissione europea.

Attualmente è componente del consiglio direttivo del Comitato europeo di orientamento Notre Europe, di cui il testo che

pubblichiamo è la dichiarazione annuale

© RIPRODUZIONE RISERVATA

IL FUTURO E I SACRIFICI CHIESTI ORA



CORRADO AUGIAS
c.augias@repubblica.it

Caro Augias, in quest'ultima settimana ho letto e ascoltato molto di quanto i media hanno scritto e detto sul nuovo Governo, sulla sua normalità in termini di immagine, d'una competenza professionale già dimostrata e ora messa alla prova per un compito che sappiamo molto difficile. Parole pacate ma chiare dal neo presidente del Consiglio. Dico la verità è stato come uscire da un incubo ma va ricordato che tanti hanno eletto l'incubo per parecchi anni come una condizione normale, e non tutti erano comprati. Si è trattato solo di grande ignoranza politica? Vedremo alle prossime elezioni. Se il prezzo da pagare (ne abbiamo già pagati tanti e molti non se ne sono resi conto) sarà qualche lacrima e un po' di sangue, io come ex donatrice, lo farò volentieri per progettare nuovamente un futuro ai ragazzi, neo laureati e non, bravi come mio figlio e tanti, tantissimi altri. Non possiamo più continuare a mandare all'aria i loro progetti di vita, noi a suo tempo queste opportunità le abbiamo avute!

Paola Montanari

Erano impressionanti i risultati del sondaggio Demos commentati domenica scorsa su questo giornale da Ilvo Diamanti. Nel giro di una settimana, notava il prof. Diamanti, il vento dell'opinione pubblica è girato dalla depressione all'euforia. In dimensioni massicce: 3 italiani su 4 ritengono che il governo Monti debba intervenire anche sulle riforme istituzionali e sulla legge elettorale. L'84 per cento si dice sufficientemente certo che questo governo ci porterà fuori dalla crisi economica. Favorevoli tra l'altro anche il 60 per cento degli elettori leghisti. L'80 per cento dice che il nuovo governo dovrà durare fino alla fine delle legislature (primavera 2013). E via di questo passo. Al commento del prof. Diamanti si possono forse aggiungere un paio di considerazioni accessorie. La prima è che un mutamento d'opinione così repentino e massiccio denuncia con estrema

chiarezza fino a che punto era arrivata la sfiducia, se non il disgusto, per un modo vecchio e inefficiente di fare politica (o di non farla). Non si tratta di esecrare ancora una volta l'infausto governo precedente ma di constatare che, a dispetto di ogni disinformazione, la maggior parte degli italiani ne avevano colto le insufficienze. Secondo: poiché il prof. Monti ha detto a chiare lettere che chiederà sacrifici se non sanguinosi certo pesanti, è chiaro che il favore nei suoi confronti sfata il luogo comune che gli italiani siano restii a sacrificarsi. Non sono restii, semplicemente non si fidano. Bisogna essere credibili e seri per chiedere sacrifici alla gente ed averne la fiducia. Mettendo in conto una contropartita: se questa fiducia fosse tradita, se i sacrifici colpissero sempre i soliti, le conseguenze sarebbero disastrose.

© RIPRODUZIONE RISERVATA

Collette alimentari e espropri proletari

Angelo Mandelli
Milano

DUE fatti a confronto. Ieri un gruppo di sedicenti «operai licenziati» hanno fatto una incursione in un supermercato di Milano e hanno portato via senza pagare vari carrelli della spesa. Dicono di essere bisognosi e quindi di avere il «diritto» di appropriarsi della roba degli altri senza pagare. Dicono che è solo una «dimostrazione», senza aggiungere che è di prepotenza. In questi stessi giorni viene organizzata, come ogni anno, la Colletta Alimentare, dove gruppi di volontari raccolgono (senza rubare e con tutte le autorizzazioni) confezioni alimentari che la gente consegna volontariamente all'uscita dei supermercati. E poi, con queste provviste, vengono aiutate migliaia di famiglie in tutta Italia (compresi «operai disoccupati»). Questi due fatti, messi a confronto, dimostrano molto bene la differenza fra persone.

I bambini stranieri nati in Francia

Maria Enrica Pennello
maxfritz@fastwebnet.it

La Lega, manifestando contrarietà alle parole del Presidente, favorevole ad attribuire la nazionalità italiana ai bambini di genitori stranieri se nati in Italia, spende un argomento del tutto capzioso: si farebbe addirittura un torto a questi

bambini, che patirebbero un'imposizione e «perderebbero» la loro nazionalità originaria (Ing. Castelli). Segnalo che ogni bambino nato in Francia da parenti stranieri acquisisce la nazionalità francese al raggiungimento della maggiore età, se a tale data, è residente in Francia e se lo è stato per un periodo, continuativo o meno, di cinque anni a partire dall'età di undici anni. Beninteso, la nazionalità francese così acquisita è «declinabile». E per non privare il poveretto delle sue radici, è previsto che, in caso di accettazione della nazionalità francese, l'interessato indichi la nazionalità che, insieme con quella francese, vuole conservare.

I turisti del terremoto in una città morta

Roberto Franceschini
r.francilli@libero.it

SONO un aquilano ospite del progetto C.A.S.E. che qui chiamano «le case di Berlusconi» o «le palafitte», dei dormitori senz'anima, ma almeno calde e abbastanza confortevoli. L'altra sera, transitando per piazza Palazzo, ho visto un capannello di giovani turisti, forse una scolaresca. Non mi sono avvicinato perché ancora non riesco a sopportare di farsi la foto col terremoto. D'altra parte l'invia di Stu-

L'AMACA

MICHELE SERRA

© RIPRODUZIONE RISERVATA

Con allegra perfidia, i due sindacalisti della Fiom Landini e Airaudo hanno sollecitato il governo a pretendere, per i ministeri, «auto italiane». Ben sapendo che, Maserati a parte, ben poco di ministeriale viene prodotto dalla Fiat da molti anni, e l'intera classe politica nazionale sarebbe dunque costretta a girare in Panda (o in Vespa, molto chic ma scomodo in inverno). Qualunque cosa si pensi di Marchionne e della complicata vertenza Fiat, questo è un punto decisivo: se Fiat è ancora una fabbrica di automobili, dove sono le nuove automobili? La mancanza, dopo il remake della Cinquecento, di nuovi modelli in grado di segnare il costume italiano (come Fiat ha fatto per quasi un secolo) è la prova provata di una fuga degli investimenti dalla fabbrica ad altri lidi, dal prodotto all'economia immateriale. Un ammainabandiera che rischia di far languire quel tanto o quel poco di tifo nazionalista che ancora si raccoglie attorno al glorioso marchio, e rende non solo plausibile, ma del tutto ragionevole la domanda del sindacato: scusate, ma dov'è il piano industriale? La speranza (paradosale) è che il mercato finanziario vada perfino peggio del mercato dell'auto, riportando in fabbrica almeno gli spiccioli...

© RIPRODUZIONE RISERVATA

Via Cristoforo Colombo, 90 - 00147 Roma - Fax: 06/49822923 - Internet: rubrica.lettere@repubblica.it

in libreria

Ben Dupré

50 grandi idee
politica

Un'introduzione equilibrata
e chiara per scoprire
le teorie fondamentali,
le ideologie, gli strumenti
e i campi d'azione della teoria
e pratica della politica moderna.

www.edizionidedalo.it

la Repubblica

FONDATORE EUGENIO SCALFARI

DIREZIONE

Ezio Mauro direttore responsabile
vicedirettori Gregorio Botta, Dario Cresto-Dina,
Massimo Giannini, Angelo Rinaldi (art director)
caporedattore centrale Fabio Bogo,
caporedattore vicario Massimo Vincenzi, caporedattore internet Giuseppe Smorto

GRUPPO EDITORIALE L'ESPRESSO SpA

Consiglio di amministrazione
Presidente: Carlo De Benedetti
Amministratore delegato: Monica Mondardini

Consiglieri
Agar Brugiavini, Rodolfo De Benedetti, Giorgio Di Giorgio,
Francesco Dini, Sergio Errede, Mario Greco,
Maurizio Martinetti, Tiziano Onesti, Luca Paravicini Crespi

Direttori centrali
Alessandro Alacevich (Amministrazione e Finanza),
Pierangelo Calegari (Produzione e Sistemi informativi),
Stefano Mignanego (Relazioni esterne), Roberto Moro (Risorse umane),

Divisione Stampa Nazionale - Via Cristoforo Colombo, 90 - 00147 Roma
Direttore generale: Corrado Corradi

REDAZIONI

Redazione centrale Roma 00147 - Via Cristoforo Colombo, 90 - tel. 06/49821
Nervosa, 21 - tel. 02/480981
Redazione Torino 10123 - Via Bruno Buozzi, 10 - tel. 011/5169611
Redazione Bologna 40125 - Via Santo Stefano, 57 - tel. 051/6580111
Lamarmora, 45 - tel. 055/506871
Redazione Napoli 80121 - Riviera di Chiaia, 215 - tel. 081/498111
Genova 16121 - Via XX Settembre, 41 - tel. 010/57421
Redazione Bari 70122 - Corso Vittorio Emanuele II, 52 - tel. 080/5279111

Redazione Milano 20139 - Via Nervesa, 21 - tel. 02/480981
Redazione Firenze 50121 - Via Alfonso
Salerno 80139 - Via Principe di Belmonte,
103/c - tel. 091/7434911

PUBBLICITÀ

A. Manzoni & C. - Via Nervesa, 21 - 20139 Milano

TIPOGRAFIA

Rotocolor SpA - 00147 Roma, Via Cristoforo Colombo, 90

STAMPA - Edizioni telettrasmesse:
Bari Dedalo Litostampa srl - Via Saverio Millella, 2
Livorno Finegil Editoriale - Via dell'Artigianato
Lucchini Paderno Dugnano (MI) Rotocolor SpA - Via Nazario Sauro, 15
Padova Finegil Editoriale - Viale della Navigazione Interna, 40
Roma Rotocolor SpA - Via del Casal Cavallari, 186/192
Salerno Arti Grafiche Boccia SpA - Via Tiberio Claudio Felice, 7
Sassari "La Nuova Sardegna" SpA - Zona Industriale Predda Niedda Nord Strada n. 30
s.n.c.
Gosselies (Belgio) Europrinter S.A. - Avenue Jean Mermoz
Toronto (Canada) "Newsweb Printing Corporation", 105 Wingold Av.
Norwood (New Jersey) 07648-1318 Usa - "Gruppo Editoriale Oggi Inc.", 475 Walnut Street
Malta Miller Newspaper Limited - Miller House, Airport Way - Tarxien Road - Luqa LQA 1814
Cipro Hellenic Distribution Agency (CY) Ltd - 206 Yiannou Kranidioti Avenue, Latsia - 1300 Nicosia, Cyprus

ABBONAMENTI

Italia (c.c.p. n. 11200003 - Roma): anno (cons. decen. posta) Euro 403,00 (sette numeri), Euro 357,00 (sei numeri), Euro 279,00 (cinque numeri). Tel. 199 787 278 (0864.256266 da telefoni pubblici o cellulari). E-mail: abbonamenti@repubblica.it
Arretrati e servizio clienti: www.servizioclienti.repubblica.it, e-mail: servizioclienti@repubblica.it, tel. 199 787 278 (0864.256266 da telefoni pubblici o cellulari) gli orari sono 9-18 dal lunedì al venerdì, il costo massimo della telefonata da rete fissa è di 14,26 cent. al minuto + 6,19 cent. di Euro alla risposta, IVA inclusa.

Certificato ADS n. 7037 del 21-12-2010

RESPONSABILE DEL TRATTAMENTO DATI (D. LGS. 30-6-2003 N. 196): EZIO MAURO
REGISTRAZIONE TRIBUNALE DI ROMA N. 16064 DEL 13-10-1975

La tiratura de "la Repubblica" di mercoledì 23 novembre 2011 è stata di 488.248 copie

Revue de presse - Déclaration du CEO 2011

16

Repubblica Nazionale

25 novembre 2011

Europe : la rigueur, mais aussi la croissance...



Faut-il appliquer de manière draconienne la rigueur allemande dans toute la zone euro ? Sans relancer la croissance, le remède ne risque-t-il pas de terrasser le malade ? [Le think tank Notre Europe](#), fondé par Jacques Delors et dirigé par Antonio Vitorino, a récemment publié une déclaration dans laquelle il prône l'utilisation de tous les outils dont l'Europe dispose pour soutenir l'activité parallèlement à la cure de rigueur. A lire.

Photo : Daniel Fouray Ouest France



« La rigueur, mais aussi la croissance »

Déclaration du Comité européen d'orientation de Notre Europe

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne (UE) et ses États membres face à un dilemme redoutable : il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

« *Aux États la rigueur, à l'Europe la croissance* » : cette formule de Tommaso Padoa Schioppa (*) n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en oeuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auquel il s'agit d'accorder une priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses États membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10% au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique.

L'UE doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro, comme une source de croissance : elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012.

L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, 20 ans après l'échéance mobilisatrice de « 1992 », afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son [Acte pour le marché unique](#), la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4% du PIB pouvait être obtenu au cours des 10 prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective : il appartient aux États membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de croissance. Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE. Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équivalente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE, et plus spécifiquement la [Banque européenne d'investissement \(BEI\)](#), s'engage directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints États membres. La BEI est bien placée pour émettre de telles obligations, et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportés par les États membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes : la mobilisation conjointe de ces 3 outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce «

paquet pour la croissance » est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses États membres et de ses citoyens.

() Ancien Ministre de l'économie italien, ancien membre du Directoire de la BCE, Président de Notre Europe entre 2005 et le 18 décembre 2010, date de son décès.*



[Tahrir Square](#) [Employment](#) [Europe](#) [Phone Hacking](#)

[Opinion](#) | [Commentators](#)

Jacques Delors: The European project can be a vital part of the solution

JACQUES DELORS

FRIDAY 25 NOVEMBER 2011

The debt crisis which most Western countries are facing is forcing the EU and its member states to address a fearful dilemma: they need to adopt budgetary adjustment and structural reform while making sure, at the same time, that they hang on to prospects for growth to be able to offer their people hope for the future.

The EU cannot be seen as a community that simply bans deficits by force, be that force legal or political. It must contribute to tackling unemployment and the global slowdown. The EU must be seen to be fulfilling its primary role as a force for growth.

Thus, the EU must achieve the completion of the single market, to make the most of its potential for growth and employment. As Mario Monti's report stressed in 2010, there remains a great deal to be done, particularly in services, the digital economy and public contracts. In its Single Market Act, the European Commission estimated that a growth rate of at least 4 per cent of GDP could be achieved over the next 10 years, and it has recently proposed stepping up the pace.

The EU must also take advantage of its new multiannual budget. It must help to develop European research programmes, and deepen the single market by financing transport, energy and communication infrastructures of common European interest. It is crucial for the €50bn budget the Commission has proposed for 2014-2020 to be approved in 2012, and for this sum then to be put to work in partnership with private funding. After approving the anticipated and more flexible use of the funds earmarked for countries in difficulty, the EU must mobilise an equivalent sum for common European infrastructure projects.

And lastly, the EU, and especially the European Investment Bank, must take the lead in issuing bonds designed to fund future spending, primarily on infrastructure and the environment. This would be a way of responding to massive investment requirements even as the axe is set to fall on such spending in many member states. The EIB is well placed to issue such bonds, and raise its annual funding capability to €200bn (as opposed to the figure of €80bn today) by bolstering the capital and the securities provided by the member states.

These three tools would trigger an almost immediate increase in economic activity and offer medium-term growth. This "growth package" is crucial to ward off the negative economic and social consequences of a continuing flat growth rate, and boost the EU's legitimacy in the eyes of its member states, and the man in the street.

Jacques Delors was European Commission president 1985 - 1995. This article was written in collaboration with Antonio Vitorino, president of 'Notre Europe', a think-tank founded by Mr Delors

Austerity, but also growth

Article | December 1, 2011 - 3:24pm | By [Notre Europe](#)

The debt crisis which most Western countries are currently having to tackle is forcing the European Union (EU) and its member states to address a fearful dilemma: they are in a position where they need to adopt budget adjustment and structural reform agendas while making sure, at the same time, that they hang on to their prospects for growth in order to be able to offer their people hope for the future.

“Austerity for the States, growth for Europe”: this slogan by Former Italian Economy Minister and former Member of the European Central Bank's Executive Board Tommaso Padoa-Schioppa does not preclude the need to face such a dilemma at the national level, while implementing deep reforms including inequalities reduction objectives, and then promoting a sustainable growth strategy. It nevertheless insists on the added value of the EU, to which a major priority has to be granted, for economic, social and political motives.

The Stability Pact rules naturally have to be complied with today as in the past, if only out of respect for future generations and to avoid handing our sovereignty over to private creditors. But the EU cannot only be seen as a Community which bans deficits by force, be that force legal or political. In complementing the crucial role played by each of the member states, it must also contribute to responding to the challenges of unemployment, which has risen above the 10% mark at the European level, and of the global slowdown in economic activity. The EU must also be seen, beyond the euro zone, to be fulfilling its primary role as a driving force for growth: it can act effectively in that direction in connection with the crucial decisions to be taken in 2012.

Thus the EU must achieve the completion of the single market, 20 years after the mobilising deadline of “1992”, in order to make the most of a potential for growth and employment that is still largely under-exploited. As Mario Monti's report stressed in 2010, there remains a great deal to be done, particularly in the spheres of the services, the digital economy and public contracts. Moreover, it is perfectly possible to achieve this in the context of a balanced approach combining social objectives and respect for the environment, each in their proper place. In its Single Market Act, the Commission estimated that a potential growth rate of at least 4% of GDP could be achieved over the next 10 years, and it has recently proposed stepping up the pace. It is up to the Member States and to the European Parliament to respond to this initial challenge.

The EU must also take advantage of the future adoption of its new multiannual financial framework, because while the Community budget is first and foremost a tool for solidarity, it is also a tool for growth. Thus the budget must play a more extensive role in developing European research programmes, but at the same time it must also prove more effective in furthering the deepening of the Single Market, in particular by financing transport, energy and communication infrastructures of common European interest. In this connection, it is crucial for the €50 billion which the Commission has proposed for 2014-2020 to be approved in 2012, and that the sum then be put to work in partnership with private funding to expand the EU budget's leverage effect. By the same token, it is crucial that, after approving the anticipated and more flexible use of the structural funds earmarked for countries in difficulty, the EU immediately mobilise an equivalent sum for infrastructures of common European interest, because an exceptional gesture of that nature can counterbalance the depressive impact of the financial stabilisation measures currently being implemented.

And lastly, to complement these budgetary operations, the EU, and more specially European Investment Bank, must take the lead in issuing bonds designed to fund future spending, primarily in the infrastructure and environment fields. This can indeed respond to the massive investment requirements identified in Europe and permits this kind of spending to go forward, as it gets set to fall under the axe in numerous member states. The EIB is well placed to issue such bonds, and to thus raise its annual funding capability to €200b (as opposed to the figure of €80b today) by bolstering the capital and the securities provided by the member states.

The simultaneous mobilisation of the three tools that are the internal market, the Community budget, and European project-bonds, will trigger an almost immediate increase in activity and bring major benefits in terms of medium-term endogenous growth. This “growth package” is crucial to ward off the very negative economic and social consequences that would inevitably ensue if Europe's flat growth rate

were to continue for much longer, but also to boost the EU's legitimacy in the eyes both of its member states and of the man in the street.

About the Author



Notre Europe

Notre Europe is an association that hopes to "think a united Europe," in other words to contribute to a closer union of the peoples of Europe.

Πύρρειος νίκη για τον Πούτιν

Χάνει την πλειοψηφία στη Νέα Δούμα η «Ενωμένη Ρωσία»

Κρίσιμες εκλογές για την ανάδειξη της νέας σύνθεσης του Κοινοβουλίου διεξήχθησαν χθες στη Ρωσία. Στην αναμέτρηση μετέχουν επτά κόμματα, ενώ τα τελικά αποτελέσματα αναμένονται σήμερα το πρωί. Στα exit polls που μεταδόθηκαν και αφορούν στις εκλογές στη Ρωσία, αποτυπώνεται η πτώση της δημοτικότητας του Βλαντιμίρ Πούτιν. Συγκεκριμένα, ο Ρώσος πρωθυπουργός εξασφαλίζει το 48,5% των ψήφων έναντι του 64% το 2007, συγκεντρώνοντας 220 έδρες στη ρωσική Βουλή.

Οι τελευταίες δημοσκοπήσεις της εταιρείας «Levada» έδειξαν ότι το κυβερνών κόμμα του Πούτιν, Ενωμένη Ρωσία, θα εξασφαλίσει περί τις 252 έδρες στο ρωσικό Κοινοβούλιο, από τις 315 που κατέχει σήμερα. Έτσι χάνει την αναγκαία πλειοψηφία των δύο τρίτων για την απρόσκοπτη υπερψήφιση κρίσιμων νομοσχεδίων.

3.000 υποψήφιοι από επτά διαφορετικά κόμματα συναγωνίζονται για τις 450 έδρες

Η ίδια εταιρεία προβλέπει ότι τη δεύτερη θέση θα καταλάβει το Κομμουνιστικό Κόμμα με περίπου 94 έδρες, ακολουθούμενο από το εθνικιστικό κόμμα LDPR με 57 έδρες και το κόμμα Δίκαιη Ρωσία με 44 έδρες.

Σημειώνεται ότι η διεθνής κοινότητα παρακολουθεί με ύψιστο ενδιαφέρον τις εκλογές, ώστε να αποσαφηνιστεί εάν και ποιες αλλαγές επέρχονται στην εξωτερική και την οικονομική πολιτική της χώρας με το ΑΕΠ του 1,9 τρις. δολαρίων και τους πλούσιους πλουτοπαραγωγικούς πόρους όπως το πετρέλαιο. Η επόμενη κυβέρνηση θα πρέπει να διασφαλίσει ρυθμούς ανάπτυξης της τάξεως του 4% το επόμενο έτος και να τονώσει την εγχώρια κατανάλωση, παρά τα προβλήματα δανεισμού του τραπε-

ζικού κλάδου.

Με την εκλογική διαδικασία θα διαμορφωθεί η έκτη σύνθεση της ρωσικής Κρατικής Δούμας (Κάτω Βουλής), για την είσοδο στην οποία και την απόκτηση όσο γίνεται περισσότερων από τις 450 έδρες της συναγωνίζονται πάνω από 3.000 υποψήφιοι από επτά διαφορετικά κόμματα.

Σε ολόκληρη τη χώρα οργανώθηκαν περίπου 100.000 εκλογικά τμήματα, έτσι ώστε να εκφράσουν τις προτιμήσεις τους τα 110 εκατομμύρια των Ρώσων ψηφοφόρων, συμπεριλαμβανομένων περίπου 3 εκατομμυρίων Ρώσων πολιτών στο εξωτερικό.

Σύμφωνα με την Κεντρική Εφορευτική Επιτροπή έχουν οργανωθεί 369 σημεία επιστολικής ψήφου σε 140 χώρες, στις κατά τόπους ρωσικές πρεσβείες, προξενεία και άλλες ρωσικές Αρχές, για την εξυπηρέτηση όσων πολιτών βρίσκονται στο εξωτερικό.

Για πρώτη φορά στην ιστορία της σύγχρονης Ρωσίας, οι υποψήφιοι βουλευτές θα εκλεγούν για 5ετή και όχι 4ετή θητεία, ενώ δικαίωμα πλήρους ειςόδου και εκπροσώπησης στην Κρατική Δούμα έχουν τα κόμματα, που θα ξεπεράσουν το υψηλό όριο του 7%, που ήθελε την καταπολέμηση της πολυδιάσπασης των κομμάτων και ευνοεί το κυβερνών κόμμα της Εννιαίας Ρωσίας, αλλά και τα υπόλοιπα καθιερωμένα και μεγάλα κόμματα. Σε μια προσπάθεια εξομάλυνσης του εκλογικού συστήματος της χώρας, τα επόμενα χρόνια, τα κόμματα που θα λάβουν 5% δικαιούνται έναν βουλευτή και εκείνα, που θα ξεπεράσουν το 6%, δύο αντιπροσώπους στη νέα Βουλή.



Καταγγελίες για νόθευση και επιθέσεις σε ιστοσελίδες

ΤΡΙΤΟΚΟΣΜΙΚΕΣ συνθήκες στις εκλογές της Ρωσίας, με καταγγελίες για νόθευση της διαδικασίας αλλά και με επίθεση σε αντιπολιτευόμενες ιστοσελίδες που πέφτουν ξαφνικά με μαγικό τρόπο, όπως του ραδιοσταθμού Ekho Moskvy.

Επιθέσεις δέχονται και ιστοσελίδες των αντιπολιτευόμενων κομμάτων. Η αντιπολίτευση έχει εκφράσει την ανησυχία της ότι το αποτέλεσμα θα είναι αλλοιωμένο, καθώς πολλοί εξαναγκάζονται να ψηφίσουν «Ενωμένη Ρωσία» με απειλές ή ανταλλάγματα.

Χαρακτηριστικά στον ανεξάρτητο από κόμματα αλλά χρηματοδοτούμενο από την Ε.Ε. και τις ΗΠΑ φορέα Golos, που θα παρακολουθεί τις εκλογές έχουν καταγραφεί πάνω από 5.000 καταγγελίες που αφορούν την προεκλογική και εκλογική διαδικασία.

Η δημοσιογράφος Τίνα Καντελάκι,

που τάσσεται ανοικτά κατά του Πούτιν και είναι οικοδέσποινα σε talk show, είδε την εκπομπή της να κόβεται από το NTV προεκλογικά.

Ηγέτης της αντιπολίτευσης λέει ότι προεκλογικά μοιράστηκαν από τη νεολαία του Πούτιν ψηφοδέλτια σε δημοσίου υπαλλήλους και άλλους εργαζομένους το ψωμί των οποίων εξαρτάται από το Κρεμλίνο, ώστε να διπλοψηφίσουν. Σύμφωνα με αναλυτές το καθεστώς χρησιμοποιεί και το καρότο και το μαστίγιο για να εξασφαλίσει την επιβίωσή του.

Σύμφωνα με το ρωσικό υπουργείο Εσωτερικών οι αρμόδιες εκλογικές Αρχές δέχθηκαν το τελευταίο 24ωρο περισσότερες από 555 διαμαρτυρίες και παράπονα για παραβίαση της εκλογικής νομοθεσίας, ενώ σε τρεις περιπτώσεις στοιχειοθετείται «εγκληματική παραβίαση».



Αντίποινα στην τιμή του πετρελαίου από το Ιράν

ΜΕ ΡΑΓΔΙΑ άνοδο των τιμών του αργού πετρελαίου αν η Δύση επιβάλλει πετρελαϊκό εμπάργκο στο Ιράν απειλεί το Υπουργείο Εξωτερικών στην Τεχεράνη, ενώ εντείνεται η συζήτηση για αυστηρότερες κυρώσεις κατά της Τεχεράνης.

Όπως δήλωσε την Κυριακή ο εκπρόσωπος του υπουργείου Ραμίρ Μεχμανπαράστ, «μόλις αυτό το ζήτημα (δηλ. το εμπάργκο) τεθεί σοβαρά, η τιμή του βαρελίου θα φτάσει τα 250 δολάρια το βαρέλι».

Πρόσθεσε δε ότι η επιβολή κυρώσεων στην εξαγωγή πετρελαίου και φυσικού αερίου είναι πολύ δύσκολη και απαιτεί να ληφθούν υπόψη οι επιπτώσεις.

Την Παρασκευή το αργό έκλεισε ελάχιστα κάτω από τα 110 δολάρια το βαρέλι.

Μετά την αποκάλυψη από τη Διεθνή Υπηρεσία Ατομικής Ενέργειας ενδείξεων ότι το ιρανικό πυρηνικό πρόγραμμα αποσκοπεί στην κατασκευή πυρηνικών όπλων, το ενδεχόμενο ακόμα αυστηρότερων κυρώσεων κατά της Τεχεράνης έχει επανέλθει στο προσκήνιο αυτή τη φορά όχι σε εταιρείες και πρόσωπα αλλά στην εξαγωγή πετρελαίου από τη χώρα.

Η Ε.Ε. έχει εξετάσει την πιθανότητα να απαγορεύσει τις εισαγωγές αλλά δεν έχει λάβει οριστικές αποφάσεις (που μάλλον θα παρατε-

φθούν μετά τη Σύνοδο Κορυφής της 9ης Δεκεμβρίου) ενώ χώρες-μέλη που εξαρτώνται από το ιρανικό πετρέλαιο έχουν τις αντιρρήσεις τους, μεταξύ τους και η Ελλάδα.

Προς την κατεύθυνση περαιτέρω κυρώσεων κινούνται και οι ΗΠΑ, αλλά δεν έχουν λάβει ακόμα δραστηρικά μέτρα.

Από την άλλη, η γαλλική πρεσβεία στο Ιράν αποφάσισε να λάβει προληπτικά μέτρα και να μειώσει την παρουσία της στη χώρα. Η ένταση που έχει ξεσπάσει, ανάμεσα σε χώρες της Δύσης και το Ιράν, κλιμακώθηκε μετά την εισβολή στην πρεσβεία της Βρετανίας στην Τεχεράνη και την απόφαση του Λονδίνου να κλείσει την πρεσβεία στην ιρανική πρωτεύουσα.

Η Γερμανία και η Ολλανδία ανακοίνωσαν ότι ανακαλούν τους πρεσβευτές τους στην Τεχεράνη για διαβουλεύσεις, ενώ η Νορβηγία ανακοίνωσε ότι θα κλείσει για προληπτικούς λόγους την πρεσβεία της.

Στο μεταξύ, στην Τεχεράνη έφτασαν οι Ιρανοί διπλωμάτες που αποχώρησαν από τη Βρετανία, μετά από σχετικό αίτημα του Φόρεϊν Όφισ. Ομάδα ατόμων βρισκόταν στο αεροδρόμιο (ρώτο) για να τους υποδεχθεί και φώναζαν συνθήματα όπως «Θάνατος στη Βρετανία». Οι 25 διπλωμάτες έφυγαν βιαστικά από τους πίσω διαδρόμους του αεροδρόμιου.

Αν επιβληθεί εμπάργκο από τη Δύση που επεξεργάζεται αυστηρότερες κυρώσεις

Αυστηρότητα, αλλά και ανάπτυξη

Πρόκληση για τα κράτη μέλη της Ε.Ε. να βρουν τις ισορροπίες

ΑΝΑΛΥΣΗ

Ο τραγικός θάνατος ενός «λαθραίου»

ΤΟΥ ΓΙΩΡΓΟΥ ΑΓΓΕΛΟΠΟΥΛΟΥ

ΠΡΙΝ ΠΕΘΑΝΕΙ ο 18χρονος Χοακίν Λούνα φόρεσε το καλύτερο κοστούμι του, λευκό πουκάμισο και μαύρη λεπτή γραβάτα, τα ρούχα που φορούσε την Κυριακή για να πάει στην εκκλησία. «Έβαλε τα καλά του για να πάει στον Θεό», είπε ο αδελφός του. Μετά κλείστηκε στο μπάνιο και αυτοπυροβολήθηκε. Άφησε πίσω του ένα σημείωμα όπου εξηγούσε πως έβαλε τέλος στη ζωή του επειδή ήταν απελπισμένος, επειδή αισθανόταν έναν τοίχο να μπλοκάρει το μέλλον του.

Έναν τοίχο που έχουν μπροστά τους όσοι βρίσκονται χωρίς χαρτί στις ΗΠΑ. Ωστόσο, ο Χοακίν ζούσε στο Μίσιον του Τέξας από έξι μηνών. Οι γονείς του, ο ίδιος και τα πέντε αδέρφια του πέρασαν χωρίς βίζα στις ΗΠΑ από τη μικρή μεθοριακή πόλη του Μεξικού όπου κατοικούσαν. Από τότε πέρασαν 18 χρόνια και ο Χοακίν τελείωσε το λύκειο με άριστα. «Ήταν από τους πιο έξυπνους μαθητές. Είχε πάθος για τα μαθηματικά και τη μηχανική, είχε φτιάξει

Είχε άγχος από το γεγονός ότι, χωρίς αριθμό κοινωνικής ασφάλισης, δεν θα έβρισκε ποτέ μια καλή δουλειά

ένα δικό του πρόγραμμα για να σχεδιάζει σπίτια στον ηλεκτρονικό υπολογιστή», αφηγήθηκε ο μεγαλύτερος αδελφός του, ο Κάρλος Μεντόσα. Ήθελε να γίνει μηχανικός, να προσφέρει στη μητέρα του μια καλύτερη ζωή. Είχε όλα τα προσόντα για να τα καταφέρει, όχι όμως και τα χαρτιά για να θεωρείται νόμιμος στις ΗΠΑ. Καθώς ο Χοακίν μεγάλωνε, είχε άγχος όλο και περισσότερο από το γεγονός ότι, χωρίς αριθμό κοινωνικής ασφάλισης, δεν θα έβρισκε ποτέ μια καλή δουλειά, ακόμη κι αν έκανε καλές σπουδές. Μιλούσε συχνά γι' αυτό με τα αδέρφια του, παρακολουθούσε στενά τις πολιτικές εξελίξεις. Στήριζε τις επιδιώξεις του στην DREAM Act, έναν νόμο που θα προσέφερε καθεστώς μόνιμου κατοίκου σε «λαθραίους» μεταναστές οι οποίοι θα σπούδαζαν στο πανεπιστήμιο, όπως ο ίδιος. Και όταν ο νόμος καταψηφίστηκε πέρυσι στη Γερουσία, το πήρε κατάκαρδα.

Την περασμένη Παρασκευή, λίγο μετά τις 9 το βράδυ, ο Χοακίν τηλεφώνησε στον αδελφό του από το σπίτι της μητέρας του, όμως πρόφτασε μόνο να ακούσει τον κρότο του πυροβολισμού. Το σημείωμα του αυτόχειρα εξακολουθεί να βρίσκεται στα χέρια της Αστυνομίας. Οι ντετέκτιβ είναι στην οικογένεια πως γράφει ότι αυτοκτονεί επειδή δεν έχει νομικό καθεστώς στη χώρα και επειδή δεν πέρασε η DREAM Act.

Τα Νέα

Η κρίση χρέους που κλονίζει την πλειονότητα των δυτικών χωρών φέρνει την Ευρωπαϊκή Ένωση και τα κράτη μέλη της αντιμέτωπα με το εξής τρομακτικό δίλημμα: από τη μια καλούνται να προβούν σε δημοσιονομικές προσαρμογές και διαρθρωτικές μεταρρυθμίσεις αλλά από την άλλη να μεριμνούν για τη διαφύλαξη των προοπτικών ανάπτυξης, προκειμένου να διαφαινόται η ελπίδα για τους πολίτες τους. Αυστηρότητα για τα κράτη, ανάπτυξη για την Ευρώπη: η διατύπωση αυτή του Tommaso Padoa-Schioppa δεν αποκρούει την αναγκαιότητα της αντιμετώπισης του διλήμματος αυτού σε εθνικό επίπεδο μέσα από την εφαρμογή ριζικών μεταρρυθμίσεων, που θα περιλαμβάνουν το στόχο της μείωσης των ανισοτήτων και συνεπώς και της ανάδειξης της αειφόρου ανάπτυξης. Ωστόσο, η φράση αυτή εμμέ-

Η Ε.Ε. πρέπει να επωφεληθεί από την επικείμενη υιοθέτηση του νέου πολυετούς χρηματοοικονομικού πλαισίου

νει στην πρόσθετη αξία των επεμβάσεων της Ε.Ε., στις οποίες προέχει για οικονομικούς, κοινωνικούς και πολιτικούς λόγους να δώσουμε υψηλότερη προτεραιότητα.

Εξυπακούεται ότι οι κανόνες του συμφώνου σταθερότητας πρέπει να τηρούνται, όπως άλλωστε και στο παρελθόν, έστω και μόνο για χάρη της υπόληψης της Ε.Ε. έναντι των μελλοντικών γενεών και για να μην αλλοτριωθεί η κυριαρχία ενώπιον των πιστών του ιδιωτικού τομέα. Όμως η Ε.Ε. δεν είναι δυνατόν να προβάλλεται αποκλειστικά ως μια κοινότητα που απαγορεύει τα ελλείμματα διαμέσου του νομικού ή πολιτικού εξαναγκασμού. Πρέπει εκ παραλλήλου, πέρα από τον καίριο ρόλο που διαδραματίζει κάθε κράτος μέλος της Ε.Ε. για να συμβάλει στην αντιμετώπιση της ανεργίας, η οποία ξεπεράσε το 10% σε πανευρωπαϊκή κλίμακα, και της οικονομικής ύφεσης της οικονομικής δραστηριότητας. Η Ε.Ε. πρέπει επίσης να παρουσιάζεται, εκτός της ευρωζώνης, ως πηγή ανάπτυξης. Άλλωστε έχει σαφές προβάδισμα να κινητο-



ποιθεί για τα θέματα αυτά με βάση τις σοβαρές αποφάσεις που καλείται να πάρει το 2012. Η Ε.Ε. πρέπει συν τοις άλλοις να ολοκληρώσει την επέκτασή της ενιαίας αγοράς, 20 χρόνια μετά την ίδρυση της, να συνεχίσει να αναπτύσσεται ως κίνητρο, προκειμένου να επωφεληθεί από το δυνατόν επίπεδο ανάπτυξης και απασχόλησης που ακόμα δεν έχει εκμεταλλευτεί επαρκώς. Σύμφωνα με την έκθεση του Μάριο Μόντι του 2010, απομένουν πολλά να γίνουν, ειδικά όσον αφορά στις υπηρεσίες, την ψηφιακή οικονομία και τις κρατικές προμήθειες. Αυτό είναι απολύτως εφικτό να πραγματοποιηθεί στα πλαίσια ενός εγκεκριμένου προϋπολογισμού που ενοποιεί, και που ενσωματώνει δεόντως κοινωνικούς στόχους και το σεβασμό του περιβάλλοντος. Με την πράξη για την ενιαία αγορά, η επιτροπή εκτίμησε ότι μέσα στα επόμενα 10 χρόνια

είναι εφικτό να υπάρξει αύξηση της δυνητικής ανάπτυξης κατά τουλάχιστον 4% του ΑΕΠ. Μάλιστα πρόσφατα εισήχθη στην επιτροπή των διαπραγματευτών μια οδηγία που θα μας οδηγήσει στην προοπτική αυτή. Πράγματι, τα κράτη μέλη και το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο έχουν καθήκον να ανταποκριθούν στην πρώτη αυτή πρόκληση. Η Ε.Ε. πρέπει επίσης να επωφεληθεί από την επικείμενη υιοθέτηση του νέου πολυετούς χρηματοοικονομικού πλαισίου, αφού ο κοινοτικός προϋπολογισμός είναι κατ' αρχήν εργαλείο αλληλεγγύης αλλά και ανάπτυξης. Ο προϋπολογισμός πρέπει συνεπώς να συμβάλει περισσότερο στην ανάπτυξη ευρωπαϊκών ερευνητικών προγραμμάτων, αλλά και να ευνοεί περισσότερο την εξέλιξη της ενιαίας αγοράς, κυρίως μέσα από τη χρηματοδότηση των υποδομών κοινής ωφέλειας στον τομέα των μεταφορών, της ενέργειας και των επικοινωνιών. Συνεπώς, είναι απαραίτητο το 2012 να εγκριθούν τα 50 δισεκατομμύρια ευρώ που πρότεινε η Επιτροπή για το διάστημα 2014-2020, και στη συνέχεια να εκταμιευθούν σε κοινοπραξία με ιδιωτικές χρηματοδοτήσεις προκειμένου να μεγιστοποιηθεί η μόχλευση του προϋπολογισμού της Ε.Ε. Όμως είναι εξίσου απαραίτητο, αφού αποφασιστεί μια πιο ευέλικτη και πιο έγκαιρη αξιοποίηση των διαρθρωτικών πόρων προς χώρες που αντιμετωπίζουν δυσκολίες, η Ε.Ε. να διαθέσει άμεσα ένα ισοδύναμο ποσό υπέρ των υποδομών κοινής ωφέλειας. Η έκτακτη αυτή κινητοποίηση από τη φύση της θα επιφέρει εκ νέου ισορροπία σε μια περίοδο ύφεσης που αποτελεί απόρροια της τρέχουσας δημοσιονομικής εξυγίανσης.

Δήλωση της ευρωπαϊκής επιτροπής προσαρμοσμένης της δεξαμενής σκέψης Notre Europe

Αναγκαία η έκδοση ευρωπαϊκών ομολόγων

Συμπληρωματικά ως προς τις δημοσιονομικές παρεμβάσεις, θα πρέπει επιπλέον η Ε.Ε. και ειδικότερα η Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων (ΕΤΕ) να δεσμευθούν απευθείας στην έκδοση ομολόγων αποκλειστικά για τη χρηματοδότηση των μελλοντικών δαπανών, πρωτίστως δε για τις υποδομές και το περιβάλλον. Η έκδοση ευρωπαϊκών ομολόγων μπορεί να ανταποκριθεί στις τερστές ανάγκες επενδύσεων που εντοπίζονται στην Ευρώπη και να επιτρέψουν την ανάπτυξη των δαπανών αυτών που σε αρκετά κράτη μέλη βρίσκονται στο βωμό της περικοπής. Η ΕΤΕ έχει τη δυνατότητα να ανταποκριθεί ικανοποιητικά στην έκδοση των ομολόγων αυτών. Με τον τρόπο αυτό, η ετήσια ικανότητα χρηματοδότησης της ΕΤΕ θα φθάσει τα 200 δισεκατομμύρια ευρώ (αντί των 80 επί του παρόντος), με βάση την ενίσχυση κεφαλαίου και των εγγυήσεων που θα δώσουν τα κράτη μέλη. Εσωτερική αγορά, κοινοτικός προϋπολογισμός, ευρωπαϊκά ομόλογα: αυτά είναι τα 3 μέσα τα οποία εάν συνδυαστούν μπορούν να δημιουργήσουν σχεδόν άμεση επαύξηση της δραστηριότητας και σημαντικά οφέλη από την ενδογενή μεσοπρόθεσμη ανάπτυξη. Αυτό το «πακέτο για την ανάπτυξη» είναι απαραίτητο για να ξεριζώσουμε τις εξαιρετικά δυσμενείς οικονομικές και κοινωνικές επιπτώσεις από την ενδεχόμενη παρατεταμένη διάρκεια της ευρωπαϊκής στασιμότητας καθώς και να ενισχύσουμε τη νομιμότητα της Ε.Ε. έναντι των κρατών μελών και των πολιτών της.